



Saint-Georges-sur-Renon



Février 2025



Modification n°1 du PLU

Auto-évaluation MRAe



MOSAÏQUE
ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

Rédaction : Delphine BURY / Richard BENOIT

Cartographie : Delphine BURY



Agence Mosaïque Environnement

111 rue du 1er Mars 1943 - 69100 Villeurbanne tél. 04.78.03.18.18 - fax 04.78.03.71.51

agence@mosaique-environnement.com - www.mosaique-environnement.com

SCOP à capital variable – RCS 418 353 439 LYON

Sommaire

Chapitre I. Préambule	5
I.A. Contexte réglementaire	6
I.B. Notion d'effets notables probables sur l'environnement	7
I.C. Objet de la modification	8
I.C.1. Localisation du site	8
I.C.1. Les raisons de la modification	8
I.C.2. Ouverture à l'urbanisation de la zone AU et modification de l'OAP	10
Chapitre II. Auto-évaluation de la modification du PLU	12
II.A. Risque d'affecter significativement un site Natura 2000	13
II.A.1. Présentation du réseau Natura 2000	13
II.A.2. Natura 2000 sur la commune de Saint-Georges-sur-Renon	13
II.B. Risque d'affecter Les milieux naturels et la biodiversité	19
II.B.1. Les ZNIEFF	19
II.B.2. La trame verte et bleue	23
II.B.3. Autres sites protégés	26
II.C. Incidences sur la consommation d'espaces naturels et agricoles	27
II.D. Incidences sur les zones humides	28
II.E. Incidences sur l'eau potable, l'eau pluviales et l'assainissement	32
II.E.1. Les incidences de la modification du PLU sur la ressource en eau	32
II.E.2. Les incidences de la modification du PLU sur la gestion des eaux pluviales	33
II.E.3. Les incidences de la modification du PLU sur l'assainissement	34
II.F. Incidences sur le paysage et le patrimoine bâti	36
II.G. Incidences sur les déchets, les risques et les nuisances	38
II.H. Incidences sur L'air, l'énergie et le climat	42
II.H.1. Qualité de l'air	42
II.H.2. Énergie et climat	42
Chapitre III. Conclusion sur l'auto-évaluation	43

Table des cartes

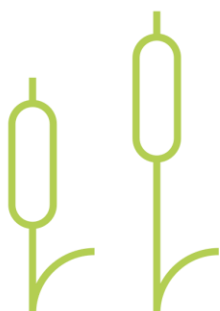
Carte 1 Localisation de la commune de Saint-Georges-sur-Renon	9
Carte 2 : Localisation de l'OAP	11
Carte 3 : Inventaire patrimonial – Zones Natura 2000Evaluation des incidences potentielles de la modification du PLU sur le site Natura 2000	16
Carte 4 Localisation des ZNIEFF	22
Carte 5 Carte extraite du PADD de la commune concernant le principe 2 « Environnement : Saint-Georges-sur-Renon une commune préservée »	24
Carte 6 : Hydrologie et zones humides	29
Carte 7 : Carte des risques liés aux remontées de nappes	39
Carte 8 : Carte des risques liés au retrait et gonflement des argiles	40
Carte 9 : Carte des risques technologiques	41

Table des figures

Figure 1 Photo aérienne de l'OAP - Source : Géoportail	10
Figure 2 : Schéma de l'OAP	10



Chapitre I. **Préambule**



I.A. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 pris pour l'application de l'article 40 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP) modifie le régime de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles (UTN).

Ce décret crée un second dispositif d'examen au cas par cas, dit **cas par cas « ad hoc »**, à côté du dispositif existant d'examen au cas par cas réalisé par l'Autorité environnementale, dit cas par cas « de droit commun ».

Sont concernées les procédures entrant dans le champ d'application de l'examen au cas par cas ad hoc pour lesquelles l'autorité environnementale est saisie pour un examen au cas par cas de droit commun après le 1^{er} septembre 2022.

Le cas par cas « ad hoc » a vocation à être mis en œuvre lorsque la personne publique responsable **est à l'initiative de l'évolution du document d'urbanisme** et qu'elle conclut à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale. La demande d'examen au cas par cas se fait par l'intermédiaire d'un **formulaire** spécifique comprenant une description du document transmis et des informations sur ses caractéristiques environnementales. L'objectif est, pour la personne publique responsable de la procédure, d'établir, par le biais d'une **auto-évaluation**, que le projet d'élaboration ou d'évolution du document d'urbanisme concerné n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Le présent document correspond à la **rubrique 6 du formulaire** : il consiste en une auto-évaluation et doit identifier les effets potentiels de la procédure en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné et, le cas échéant, expliquer pourquoi la procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

I.B. NOTION D'EFFETS NOTABLES PROBABLES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les articles R.104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme relatifs à la procédure d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable, ainsi que le formulaire spécifique, ont pour objet de transposer la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Celle-ci indique que les effets notables probables sur l'environnement doivent être envisagés « ...y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs » Annexe I, f) de la Directive 2001/42/CE.

Elle précise que doivent être appréhendés les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.

La directive est interprétée à la lumière du **principe de précaution**, qui est l'un des fondements de la politique de protection d'un niveau élevé poursuivie par l'Union européenne dans le domaine de l'environnement. Un projet de plan ou programme est considéré comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement lorsque, en raison de sa nature, s'il risque de transformer **de façon substantielle ou irréversible** des facteurs d'environnement, tels que la faune et la flore, le sol ou l'eau, indépendamment de ses dimensions.

L'évaluation doit être réalisée dès qu'il existe une probabilité ou un risque que l'acte ait de tels effets. Il est considéré qu'un tel risque existe dès lors qu'il ne peut être exclu, sur la base d'éléments objectifs, que le projet, plan ou programme, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (cf. CJUE, 31 mai 2018, Commission/Pologne, C-526/16, points 65, 66 et 67).

I.C. OBJET DE LA MODIFICATION

I.C.1. Localisation du site

La commune de **SAINT-GEORGES-SUR-RENON** se situe dans le département de l'Ain, dans la Dombes des étangs à 20km de Bourg-en-Bresse et à 30 km de Macon et de Villefranche-sur-Saône.

En 2021, la commune comptait environ 199 habitants (Données INSEE).

Elle fait partie de la communauté de communes de la Dombes.

Elle est soumise au SCoT de la Dombes, opposable depuis le 24 août 2020.

Son territoire présente une superficie de 5,7 km².

I.C.1. Les raisons de la modification

La commune de Saint-Georges-sur-Renon a approuvé la révision de son Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil Municipal le 03 mars 2020.

Depuis, ce document n'a fait l'objet d'aucune évolution.

Toutefois, depuis la mise en application du Plan Local d'Urbanisme, il est apparu nécessaire de faire évoluer le document sur un certain nombre de point au niveau du règlement écrit et graphique :


- **L'ouverture à l'urbanisation d'une zone AU et la modification de l'OAP en vigueur**
- **L'évolution du règlement écrit :**
 - Règle pour les annexes aux habitations en zone A
 - Règle pour les extensions des habitations existantes en zone A
 - Article 5 de la zone U sur la règle de hauteur
 - Article 5 sur l'harmonisation de la règle des hauteurs
 - Article 7-2.2 de la zone U sur les matériaux et couleurs de façade
 - Article 7-3 de la zone U sur les toitures
 - Article 7-4 de la zone U sur l'intégration paysagère des coffrets liés aux réseaux
 - Article 9-3 de la zone U sur la consommation énergétique des bâtiments
 - Article 9-3 de la zone AU sur les apports solaires et la protection contre les vents
- **Reprise du repérage des changements de destination possibles en zone A :**

Localisation de la commune

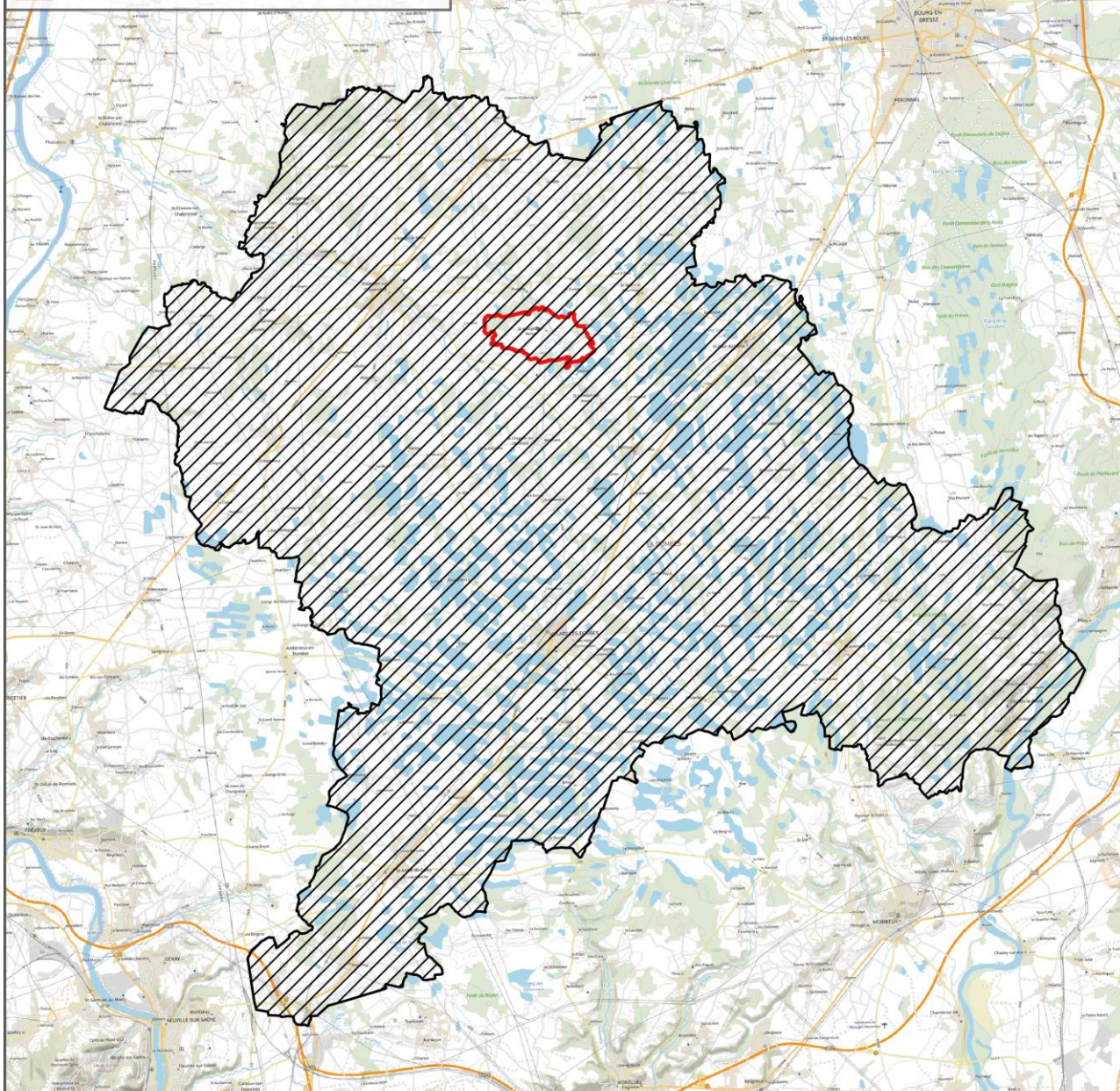
Commune de Saint-Georges-sur-Renon

Légende

Localisation

 CC de la Dombes

 Commune de Saint-Georges-sur-Renon



Fond : ©IGN

Réalisation : 20/02/2025 - DB



Echelle : 1:200 000

0 2,5 5 km



Etude au cas-par-cas

Carte 1 Localisation de la commune de Saint-Georges-sur-Renon

I.C.2. Ouverture à l'urbanisation de la zone AU et modification de l'OAP

Les parcelles concernées sont les parcelles n°420, 421, 423, 570, 666, situées route de la forêt Tanet à Saint-Georges-sur-Renon (la parcelle 354 qui appartient à la zone AU du PLU actuel a été sorti de la zone car elle appartient, en fait, du jardin du bâtiment d'habitation situé à l'Ouest).

Superficie = 0,86 ha



Figure 1 Photo aérienne de l'OAP - Source : Géoportail

Le schéma de l'OAP est le suivant, l'aménagement de la zone se ferait en deux phases avec le Secteur A en priorité (minimum de 6 logements) et le secteur B en second (minimum de 5 logements).



Figure 2 : Schéma de l'OAP





Chapitre II. **Auto-évaluation de la modification du PLU**

2



II.A. RISQUE D'AFFECTER SIGNIFICATIVEMENT UN SITE NATURA 2000

L'évaluation des incidences Natura 2000 est **centrée** sur la préservation des enjeux de biodiversité ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 (habitats naturels et espèces d'intérêt communautaire).

Elle doit être **proportionnée** aux « documents de planification, programmes ou projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'installation, de manifestations ou d'interventions dans le milieu naturel ». C'est pourquoi une évaluation des incidences est prévue par étape. Si à l'issue de l'élaboration du plan et de l'évaluation environnementale, malgré les mesures de suppression ou réduction d'incidences, le risque d'incidences notables demeure, l'information ou l'avis de la commission européenne doivent être requis.

II.A.1. Présentation du réseau Natura 2000

Constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, le réseau Natura 2000, vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. Ce réseau est fondé sur la mise en application de deux directives européennes :

- **La directive Oiseaux 2009/147/CE du 30 novembre 2009** a pour objet la conservation de toutes les espèces d'oiseaux sauvages et définit les règles encadrant leur protection, leur gestion et leur régulation. Elle s'applique aux oiseaux, à leurs œufs, nids et habitats. Certaines espèces, nécessitant une attention particulière afin d'assurer leur survie, font l'objet de mesures spéciales concernant leur habitat. Ces espèces, ainsi que les espèces migratrices dont la venue est régulière, sont protégées dans des sites Natura 2000 dits Zones de Protection Spéciale (ZPS) ;
- **La directive Habitats faune flore 92/43/CEE du 21 mai 1992** a pour objet la conservation des habitats naturels et de la faune et de la flore sauvages. Les annexes I et II de cette directive listent les types d'habitats naturels et les espèces animales et végétales dont la conservation nécessite la désignation de sites Natura 2000 dits Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) ou zones spéciales de conservation (ZSC).

Certains habitats ou certaines espèces dits prioritaires sont identifiés comme en danger de disparition et répondent à des règles particulières. La directive établit un cadre pour les actions communautaires de conservation de ces espèces et habitats en cherchant à concilier les dimensions scientifiques qui fondent les délimitations des sites avec les exigences économiques, sociales et culturelles des territoires.

Les espèces et habitats naturels qui nécessitent, sur la base de ces deux directives, la désignation de zones de protection spéciale ou de zones spéciales de conservation sont dites **d'intérêt communautaire**, car représentatives de la biodiversité européenne. Ces deux directives imposent à chaque État membre d'identifier sur son territoire ces deux types de sites d'intérêt communautaire. Une fois désignés, ces sites font partie intégrante du réseau Natura 2000 et doivent être gérés de façon à garantir la préservation à long terme des espèces et des habitats qui justifient leur désignation.

La commune de Saint-Georges-sur-Renon accueille **deux sites** du réseau Natura 2000, l'un désigné au titre de la **directive Habitats (ZSC) : FR8201635 – La Dombes**, l'autre désigné au titre de la **directive Oiseaux (ZPS) : FR8212016 – La Dombes**.

II.A.2. Natura 2000 sur la commune de Saint-Georges-sur-Renon

Les deux sites Natura 2000 s'implantent sur le même territoire.

La ZSC **FR8201635 – La Dombes** a été classé comme site d'intérêt communautaire le 17 octobre 2008. Il s'agit d'une zone de 47 572,3 ha, localisée sur 66 communes.

La ZPS **FR8212016 – La Dombes** a été classé comme site d'intérêt communautaire le 12 juillet 2018. Il s'agit d'une zone de 47 656 ha, localisée sur 66 communes.

La Dombes est un plateau marqué par une multitude d'étangs alimentés par les précipitations. Les étangs sont de création artificielle dont la plus ancienne remonte au XIII^e siècle. Il y a actuellement environ 1100 étangs répartis sur 67 communes du département de l'Ain. Ces étangs sont alimentés par les eaux de ruissellement et les pluies. Pour compléter leur remplissage, il s'est établi au fil du temps un système de chaîne d'étangs dont le fonctionnement dépend de l'accord de tous les propriétaires.

La vulnérabilité de la Dombes repose sur :

- Le risque de disparition du cycle traditionnel de gestion des étangs avec une année d'assec pour 2 à 3 ans de mise en eau : la pisciculture extensive favorise ce système mais sa pérennité est mise à mal, notamment du fait de la prédation des oiseaux piscivores, principalement le Grand Cormoran.
- La diminution importante des prairies de fauche en bordure des étangs au profit de cultures, entraînant la disparition de zones de nidifications de plusieurs espèces d'oiseaux (canards de surface).
- La pression péri-urbaine importante.

Concernant la ZSC FR8201635 :

Le site Natura 2000 se compose de quatre types d'habitats aux proportions suivantes :

- N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) - 18 % de couverture ;
- N07 : Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières – 7% de couverture ;
- N14 : Prairies améliorées – 17 % ;
- N15 : Autres terres arables – 43% ;
- N16 : Forêts caducifoliées – 61 %.

Les habitats naturels d'intérêt communautaire recensés sur le site correspondent à trois principales catégories :

- Les eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoetes-nanojuncetea (Code Natura 2000 : 3130) ;
- Les eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp. (Code Natura 2000 3140) ;
- Les lacs eutrophes naturels avec végétation de type Magnopotamion ou Hydrocharition (Code Natura 2000 : 3150).

Les deux premiers habitats ne couvrent bien entendu qu'une très faible surface de ce très vaste site (respectivement 1% pour l'habitat 3130 et 0,1 % pour l'habitat 3140).

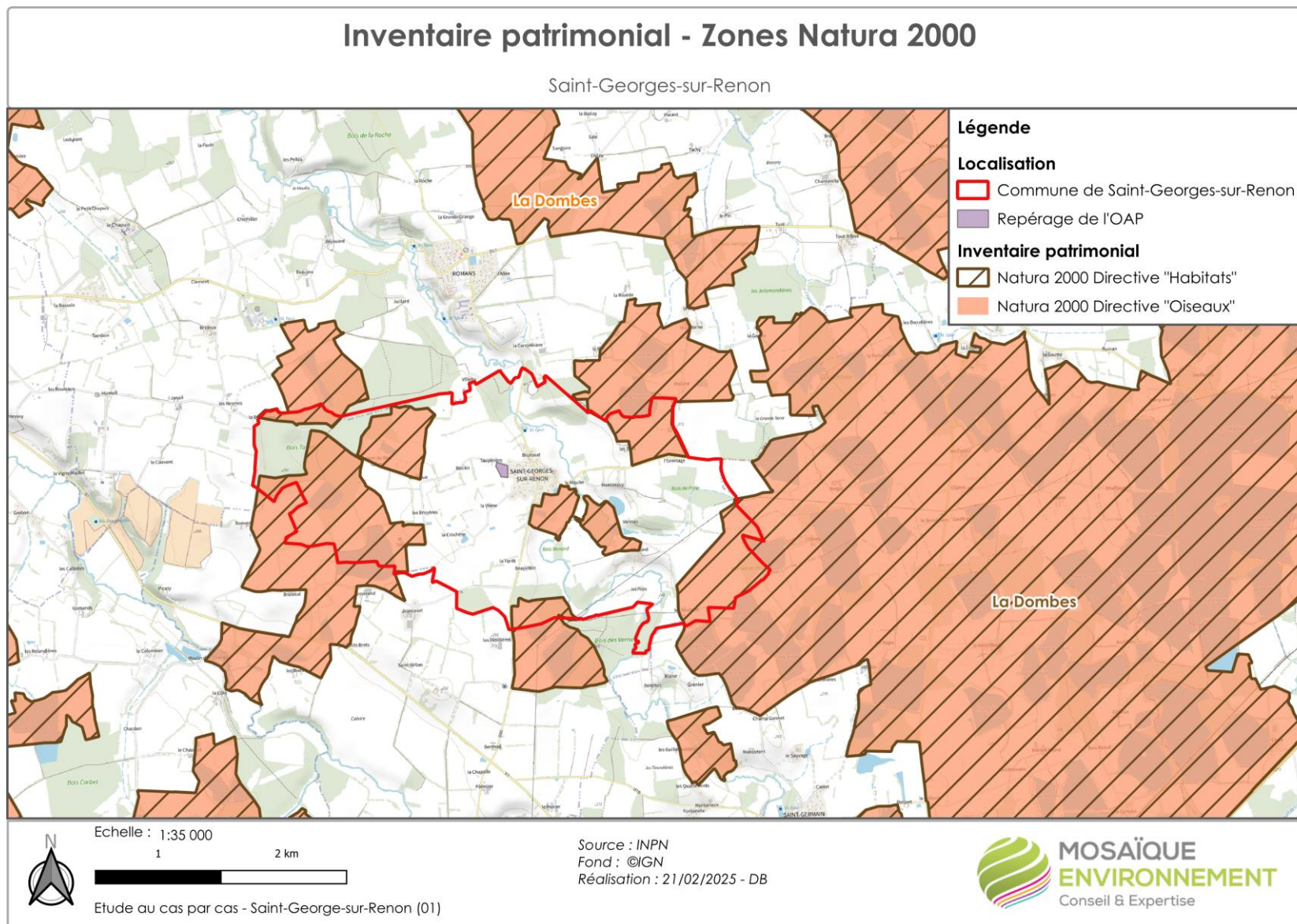
Les espèces d'intérêt communautaires (inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE) sont : La Leucorrhine à gros thorax (*Leucorrhinia pectoralis*), le Cuivré des marais (*Lycaena dispar*), le Triton crêté (*Triturus cristatus*), le Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*), le Marsilée à quatre feuilles (*Marsilea quadrifolia*), le Flûteau nageant (*Luronium natans*).

Concernant la ZPS FR8212016 :

Les espèces d'intérêt communautaire sont représentées par différents cortèges le plus représenté étant le cortège des espèces liées aux milieux aquatiques ou paludicoles : Le Crabier chevelu, le Héron

pourpré, le Grèbe à cou noir, le Blongios nain, le Bihoreau gris, la Cigogne blanche, la Tadorne de Belon, la Sarcelle d'hiver, la Nette rousse, le Fuligule milouin, le Fuligule morillon, le Harle bièvre, le Râle d'eau, l'Echasse blanche, le Vanneau huppé, la Bécassine des marais, le Courlis cendré, le Chevalier guignette, la Mouette rieuse, le Martin-pêcheur d'Europe, la Guifette moustac, le Canard souchet, la Sarcelle d'été, le Canard chipeau,

La Pie-grièche écorcheur est également citée, cette espèce affectionne plutôt les milieux prairiaux ouverts à semi-ouverts.

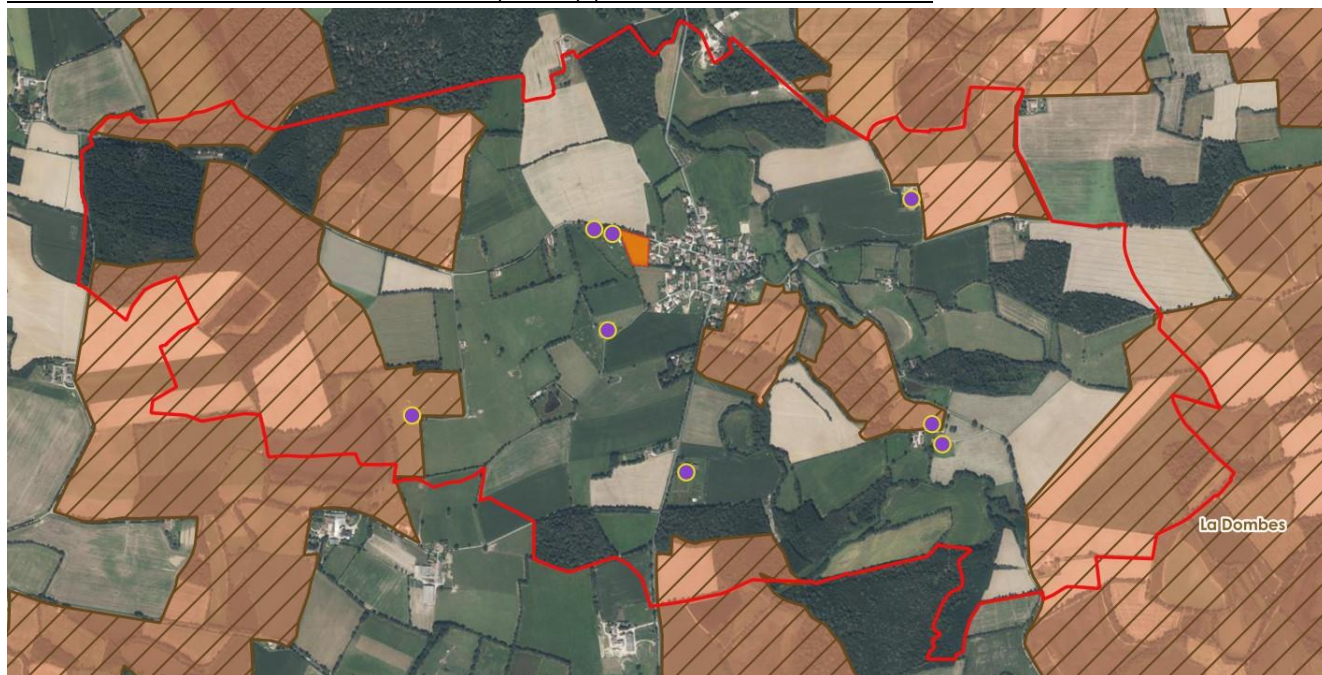


Carte 3 : Inventaire patrimonial – Zones Natura 2000 Evaluation des incidences potentielles de la modification du PLU sur le site Natura 2000

Un PLU est susceptible d'affecter significativement le réseau Natura 2000, lorsqu'il prévoit des possibilités d'urbanisation et d'aménagement à l'intérieur ou à proximité de ce dernier. Ainsi, il est nécessaire d'évaluer les incidences potentielles du projet de PLU sur le site Natura 2000 :

- Les risques de détérioration et/ou de destruction d'habitats naturels d'intérêt communautaire à l'intérieur d'un site Natura 2000 (par consommation d'espaces) ;
- La détérioration des habitats d'espèces ;
- Les risques de perturbation du fonctionnement écologique du site ou de dégradation indirecte des habitats naturels ou habitats d'espèces (perturbation du fonctionnement des zones humides, pollutions des eaux ...) ;
- Les risques d'incidences indirectes sur les espèces mobiles qui peuvent effectuer une partie de leur cycle biologique en dehors du site Natura 2000 : zone d'alimentation, transit, gîtes de reproduction ou d'hivernage. Ce type de risque concerne notamment la perturbation des oiseaux et des chauves-souris en dégradant les continuités écologiques entre leurs différents biotopes, leurs possibilités de déplacements migratoires et certains habitats utilisés par les espèces (zones d'alimentation, biotope de reproduction ou de repos) qui peuvent éventuellement être situés en dehors du site Natura 2000.

Positionnement des évolutions du PLU par rapport aux sites Natura 2000.



Le secteur évalué ici est donc **la zone AU ouverte à l'urbanisation** (en orange), celle-ci est localisée à 300 m de la zone NATURA 2000 la plus proche et en est séparée par le village...

Les habitats naturels concernés par l'aménagement correspondent à de la prairie entourée de haies bocagères qui ne constituent pas des habitats d'intérêt communautaire. Ce type de milieu pourrait être utilisé par la Pie-grièche écorcheur, cependant la zone AU est très ancrée dans le maillage urbain, ce qui limite sa possible présence.

En raison des arbres présents sur la parcelle, l'enjeu chauve-souris est considéré. Toutefois, il est prévu dans le projet d'aménagement de préserver au maximum la haie et l'alignement d'arbre en limite sud ainsi que de conserver une partie de la haie et l'alignement d'arbre le long du chemin de la forêt Tanet. Dans la mesure où les parcelles sont situées dans le tissu urbain, qu'il s'agit d'un espace réduit,

et que le végétal (arbre, haies) sera en partie préservé, il est possible de conclure que cette évolution ne présente pas de risques d'incidences significatives sur les espèces.

Il faut aussi prendre en compte les nouveaux **changements de destination** (en violet sur la carte) en zone A. Ceux-ci n'entraîneront pas de constructions nouvelles, mais permettront seulement la réhabilitation de bâtiments déjà existants sur des sites déjà habités.

La zone AU qui fait l'objet d'une évolution d'OAP est dans la continuité du village relativement éloignée des zones Natura 2000 (environ 300 m. à vol d'oiseau, elle en est séparée par toute l'urbanisation du village). Elle est desservie par le réseau d'eaux usées et il est prévu de traiter les eaux de pluie par infiltration. L'évolution de l'OAP ne devrait donc pas avoir d'incidences notable sur la zone Natura 2000.

Les changements de destination sont dispersés dans l'espace agricole. Trois sont situés en limite de secteurs Natura 2000. Toutefois, il s'agit de permettre la réhabilitation de bâtiments qui sont déjà dans un ensemble comprenant une habitation. Ces réhabilitations qui ne demanderont pas d'aménagement particulier (réseaux et desserte) ne devraient donc pas avoir d'incidence notable sur la zone Natura 2000.

II.B. RISQUE D'AFPECTER LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITÉ

II.B.1. Les ZNIEFF

Les ZNIEFF sont des outils de connaissance permettant une meilleure prévision des incidences des aménagements et des nécessités de protection de certains espaces naturels fragiles, dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème, soit sur la présence de plantes ou d'animaux rares et menacés.

La commune abrite **une ZNIEFF de type I et une ZNIEFF de type 2.**

a Les ZNIEFF de type 1

La ZNIEFF **820030608 « Etangs de la Dombes »**, d'une superficie de 17 683 ha, recouvre toute la commune de Georges-sur-Renon. Elle est en grande partie représentée par des espèces faunistiques et floristiques des milieux humides chez les amphibiens, oiseaux, odonates, lepidoptères, etc.

« Située dans la partie centrale d'un vaste plateau sédimentaire, la Dombes des étangs est avant tout caractérisée par l'abondance de ses pièces d'eau. Ses "mille étangs" résultent à la fois d'éléments géologiques et d'interventions humaines anciennes. Ainsi la nature argileuse de ses sols leur interdit d'absorber une pluviosité pourtant moyenne, culminant principalement à l'automne. Ceci a d'abord abouti à la formation d'un paysage marqué par ces vastes zones marécageuses, rapidement considérées par l'homme comme insalubres et dangereuses. On trouve dès le treizième siècle la référence à des "coutumes d'étangs" désignant la création délibérée de pièces d'eau destinées à favoriser la pêche, à l'instigation de la noblesse et plus encore du clergé. Par la suite les étangs connurent un développement majeur, néanmoins marqué de plusieurs vagues d'assèchement massif liées aux querelles récurrentes entre les physiocrates et les classiques, les "dessécheurs" et les "carpiers", mais aussi à la construction de la voie ferrée Bourg-en-Bresse Lyon ou à des conflits d'intérêt financier. Après avoir culminé à plus de 20 000 ha à la fin du dix-huitième siècle, la surface actuelle des étangs approche à nouveau les deux tiers de cette superficie. Ceci ne signifie pas que l'intégralité de cette surface soit entièrement en eau au même instant puisque les étangs dombistes sont vidangeables et que le système d'exploitation traditionnel supposait une mise en assec régulière (généralement un an sur trois), aux fins de mise en culture. Cette rotation régulière n'est plus appliquée de manière systématique mais marque encore un paysage dombiste en évolution constante. Malgré la fragilité évidente de cet équilibre et l'évolution incessante de la situation, la Dombes constitue toujours l'une des plus grandes zones d'eau douce de France et d'Europe. Cet intérêt n'est pas exclusivement quantitatif. En effet, le profil adouci des berges d'étang et une gestion piscicole encore globalement respectueuse de l'environnement permettent à la Dombes de conserver une place de tout premier plan quant à son attrait faunistique et floristique. Avant tout célèbre par ses oiseaux d'eau, elle accueille en effet des populations significativement importantes au fil des saisons. En période de reproduction, elle est l'une des places fortes françaises des ardéidés (famille des hérons), la seule en France avec la Camargue à abriter la nidification des neuf espèces nichant dans notre pays (Grand Butor, Blongios nain, Héron cendré, Héron pourpré, Bihoreau gris, Crabier chevelu, Grande Aigrette, Aigrette garzette et Héron gardeboeufs). De la même manière, les populations d'anatidés y sont encore remarquables, bien qu'elles aient vu leurs effectifs s'effondrer depuis quelques années. La Nette rousse, le Fuligule milouin, la Sarcelle d'été, tous nicheurs, illustrent cet intérêt remarquable. Attirés eux aussi par les étangs, les Guifettes moustacs, les Echasses blanches et les Grèbes à cou noir trouvent en Dombes l'essentiel de leurs effectifs reproducteurs français. Pendant les migrations, de très nombreux limicoles, passereaux et rapaces profitent de la variété des paysages dombistes pour s'y

nourrir et y faire halte. Enfin, la mauvaise saison est marquée par l'abondance des canards, dont l'effectif place annuellement la Dombes parmi les principales zones d'hivernage françaises. Cette richesse naturaliste remarquable n'est pas limitée à l'avifaune. La flore dombiste est-elle aussi remarquable, une trentaine d'associations végétales caractérisant une série d'unités fonctionnelles réparties des plantes flottantes (au centre des étangs), à la chênaie pédonculée (périphérique à la Dombes). Les zones humides s'avèrent particulièrement riches et comptent de nombreuses espèces d'un intérêt majeur : Utriculaire vulgaire, Sagittaire à feuilles en flèche, Faux Nénuphar, Fougère d'eau (ou Marsillée) à quatre feuilles.... La Dombes accueille aussi une cinquantaine d'espèces de mammifères, une intéressante variété de reptiles et d'amphibiens et semble remarquable au plan entomologique. Une libellule rare, la Leucorrhine à gros thorax, y présentant même une abondance tout à fait remarquable au plan français. Cette richesse globale reste pourtant bien fragile. Les modifications des modes d'exploitation agricoles et piscicoles (et l'effondrement des populations nicheuses de canards et de limicoles qui semble en résulter), certaines pratiques cynégétiques et surtout l'expansion démographique constatée en périphérie de l'agglomération lyonnaise risquent fort de mettre en péril un équilibre d'ores et déjà menacé. »

b Les ZNIEFF de type 2

La ZNIEFF **820003786 « ENSEMBLE FORME PAR LA DOMBES DES ETANGS ET SA BORDURE ORIENTALE FORESTIERE »** d'une superficie de 98 159 ha est également majoritairement représentée par des espèces faunistiques et floristiques des milieux humides. Le nombre d'espèces déterminantes listé est considérable.

« Le vaste plateau des Dombes (ou de la Dombes), assis sur un substrat tertiaire, est recouvert de moraines glaciaires et de limons loessiques récents.

La grande extension de ces niveaux géologiques imperméables a été mise à profit dès l'époque médiévale pour l'installation d'un des réseaux d'étangs les plus importants de France.

La Dombes constitue un véritable cas d'école, celui d'un « agrosystème » modelé de longue date par l'homme, caractérisé par un haut niveau de biodiversité et une très grande originalité paysagère et biologique.

Il s'agit d'une zone humide d'importance majeure, identifiée par ailleurs en Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO). De même, elle est mentionnée dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des Eaux du bassin Rhône- Méditerranée-Corse parmi les zones humides remarquables à l'échelle du bassin.

Au sein de la région Rhône-Alpes, c'est en outre l'ensemble naturel caractérisé par la plus forte « originalité » en ce qui concerne le peuplement d'oiseaux. Il est également connu pour son intérêt en matière de libellules, avec notamment la présence d'une population importante de Leucorrhine à gros thorax, une libellule très rare.

La flore des étangs est également d'une grande originalité et compte de nombreuses espèces rares (Plantain d'eau graminé, Etoile d'eau, Elatine verticillée, Elatine à trois étamines, Pilulaire à globules, Limoselle aquatique, Lindernie couchée, Marsillée à quatre feuilles, Cicendie fluette...).

L'enveloppe plus large délimitée par la ZNIEFF de type II traduit quant à elle l'intérêt fonctionnel majeur, dans la conservation du patrimoine biologique de ce remarquable réseau d'étangs, des espaces périphériques agricoles ou forestiers, ainsi que des réseaux hydrauliques parcourant le bassin versant.

En effet, le maintien en bon état de conservation écologique des étangs est tributaire du mode d'occupation de leur bassin versant : la régression continue des surfaces en herbe (notamment en périphérie des étangs), l'effacement progressif du maillage de haies et de boqueteaux (plus ou moins accentué selon les secteurs du plateau), l'étalement urbain, la multiplication des infrastructures ou les pollutions diffuses font désormais courir le risque d'une banalisation rapide de cette région d'exception.

L'intérêt fonctionnel de cette zone est tout d'abord d'ordre hydraulique (ralentissement du ruissellement, auto-épuration des eaux...).

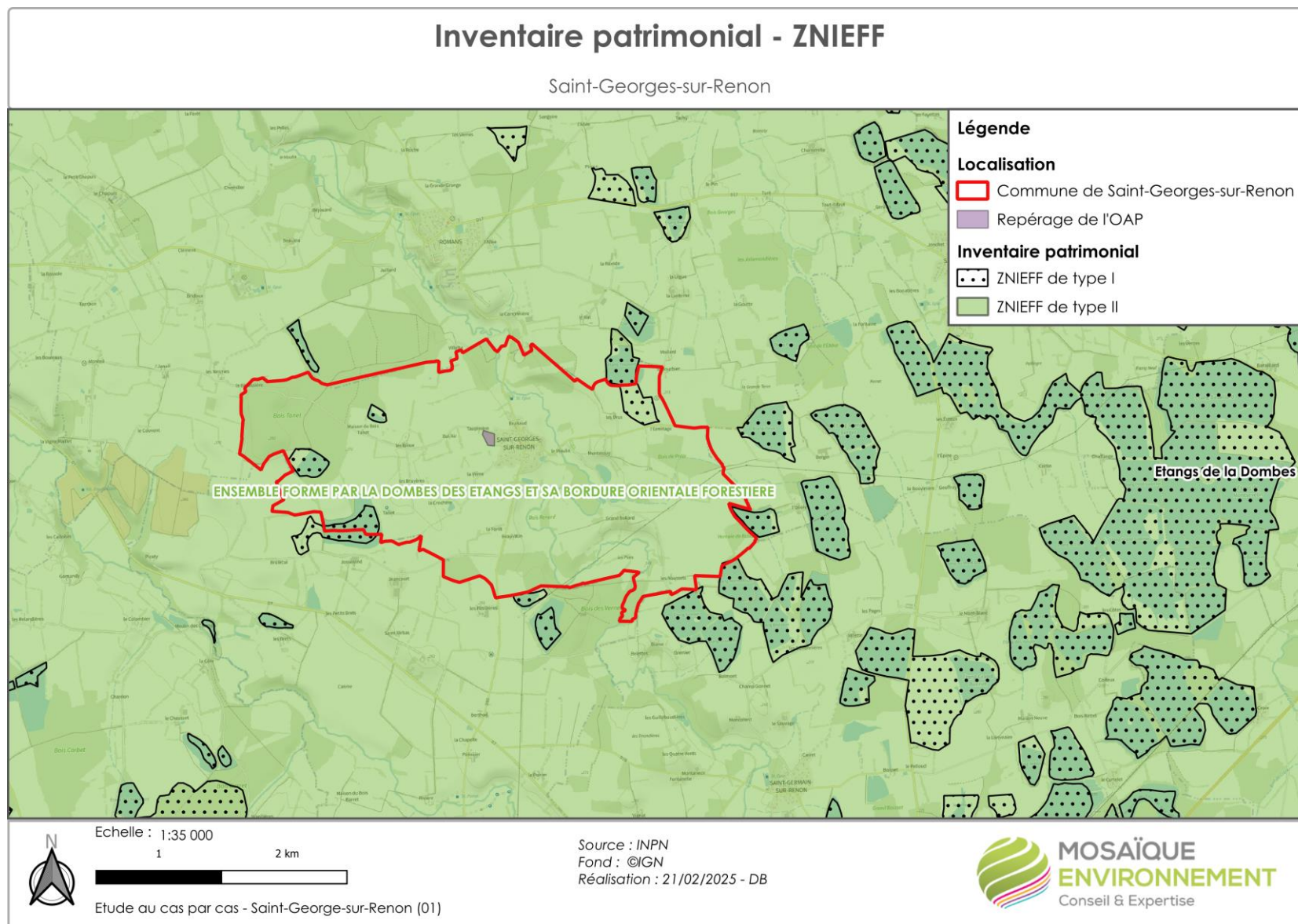
Il se traduit également bien sûr, en ce qui concerne la conservation des populations animales ou végétales, comme zone de passages, zone d'échanges et étape migratoire, zones de stationnement ou de dortoirs (essentiellement pour l'avifaune migratrice), ainsi que comme zone d'alimentation ou liée à la reproduction de nombreuses espèces remarquables, notamment en ce qui concerne l'avifaune nicheuse (neuf espèces d'ardéidés, Cigogne blanche, anatidés -dont le Canard chipeau, la Sarcelle d'été, la Nette rousse-, Busard des roseaux, Echasse blanche, Guifette moustac, Grèbe à cou noir, fauvettes paludicoles dont le Phragmite des joncs, et beaucoup d'autres en zone d'étangs, mais aussi Pics mar et cendré dans la frange forestière...).

Doit également être évoqué ici l'intérêt paysager de la Dombes, mais aussi géomorphologique (relief lié au retrait glaciaire) historique et ethnologique compte-tenu de l'originalité des modes de faire-valoir locaux, voire scientifique et pédagogique, du fait de la situation de cet espace de nature à proximité immédiate de l'agglomération lyonnais »

c Évaluation des incidences potentielles de la procédure sur les ZNIEFF

La procédure est une évolution du règlement écrit qui augmente la constructibilité sur deux projets.

Eu égard à la nature des milieux concernés, **la modification du PLU n'a aucune incidence sur les ZNIEFF.**

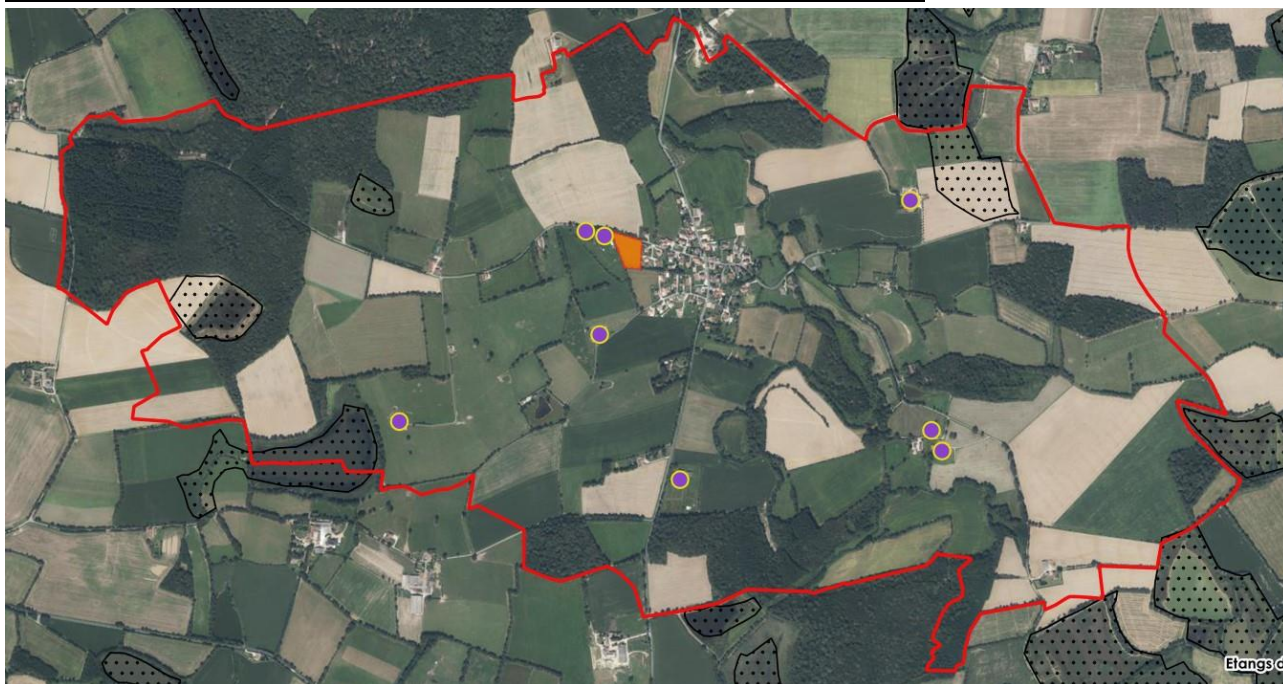


Carte 4 Localisation des ZNIEFF

d Évaluation des incidences potentielles de la procédure sur les ZNIEFF

La ZNIEFF de type 2 incluant tout le territoire de la commune, l'évolution de l'OAP comme les nouveaux repérages des changements de destination s'y inscrivent. Toutefois, dans la mesure où la zone AU, dans la continuité du village, est déjà ouverte à l'urbanisation et où les changements de destination ne permettront que de réhabiliter des bâtiments déjà existant est situés sur des sites déjà habités, la modification n'aura pas d'incidence notable sur la ZNIEFF de type 2.

Positionnement des évolutions du PLU par rapport aux ZNIEFF de type 1



Les ZNIEFF de type 1 correspondent plus précisément aux étangs présents sur la commune qui sont aussi repérés dans le cadre des secteurs Natura 2000. Le dessin des ZNIEFF de type 1 étant moins étendu que celui des secteurs Natura 2000, aucun changement de destination ne s'y trouve. En tout état de cause cela ne change pas le raisonnement général donné à propos des secteurs Natura 2000.

La zone AU qui fait l'objet d'une évolution d'OAP est éloignée des sites d'étang repérés comme ZNIEFF de type 1 (environ 600 m. à vol d'oiseau pour le plus proche situé à l'Ouest au bois de Tanet).

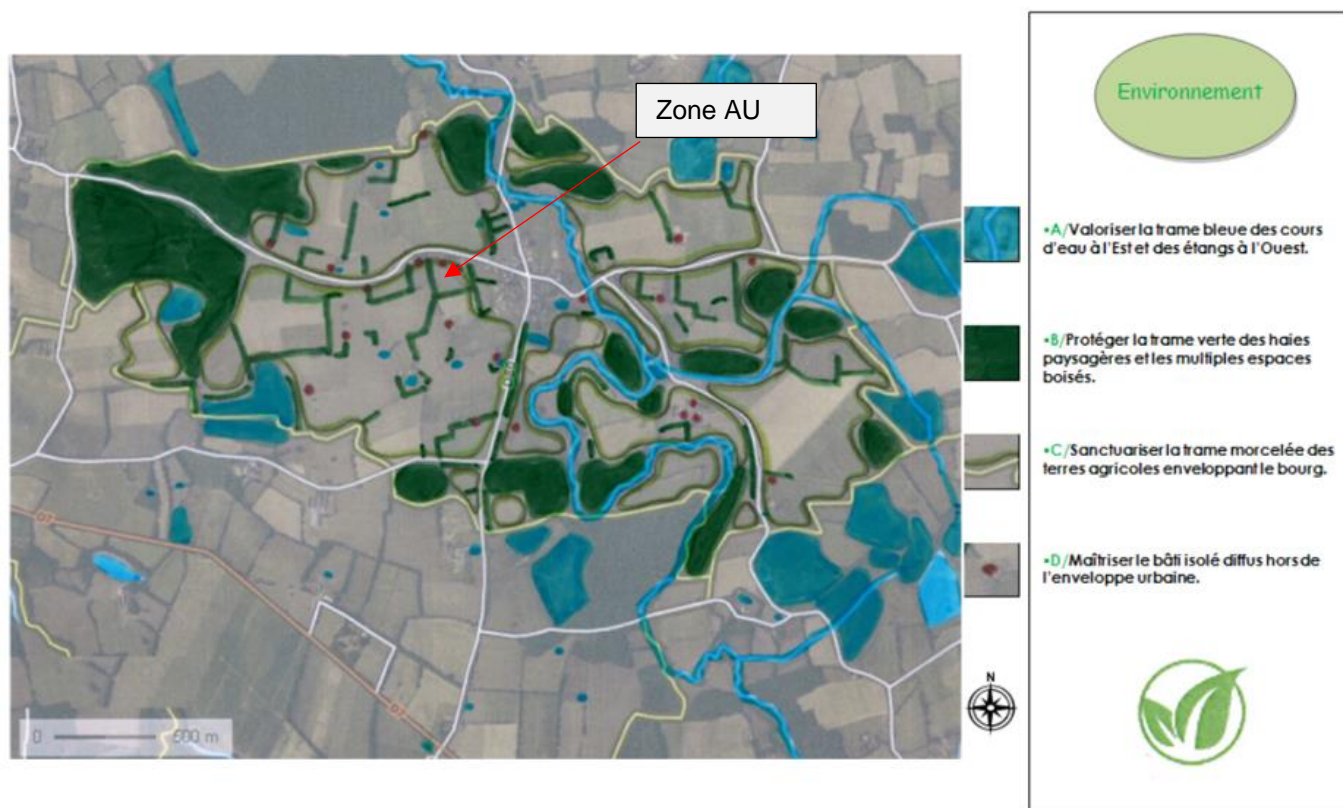
Les changements de destination sont dispersés dans l'espace agricole. Aucun n'est situé dans une ZNIEFF de type 1, mais trois sont situés relativement proche des étangs. Toutefois, il s'agit de permettre la réhabilitation de bâtiments qui sont déjà dans un ensemble comprenant une habitation. Ces réhabilitations qui ne demanderont pas d'aménagement particulier (réseaux et desserte) ne devraient donc pas avoir d'incidence notable sur les ZNIEFF de type 1.

II.B.2. La trame verte et bleue

a Ce que dit le PLU

Le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) datant de 2020 précise les enjeux fondamentaux en termes d'environnement :

- La trame bleue est fortement identifiable et à respecter (objectif : Valoriser la trame bleue des cours d'eau à l'Est et les étangs à l'Ouest) ;
- La trame verte se remarque à travers des forêts et des haies à sauvegarder (Objectif : Protéger la trame verte des haies paysagères et les multiples espaces boisés) ;
- Le village est entouré de plusieurs espaces agricoles à sanctuariser (Objectif : Sanctuariser la trame morcelée des terres agricoles en développant le bourg) ;
- De multiples bâtis isolés et diffus sont à maîtriser (Objectif : Maîtriser le bâti isolé diffus hors de l'enveloppe urbaine).



Carte 5 Carte extraite du PADD de la commune concernant le principe 2 « Environnement : Saint-Georges-sur-Renon une commune préservée »

b Évaluation des incidences potentielles de la procédure sur la TVB

Ouverture à l'urbanisation de la zone AU

La zone à urbaniser se trouve à l'interface entre plusieurs enjeux décrits par le PADD : la protection des haies bocagères, le maintien du paysage agricole ainsi que la limitation du bâti isolé hors de l'enveloppe urbaine. Ces enjeux étaient de toute évidence déjà valables pour l'OAP.

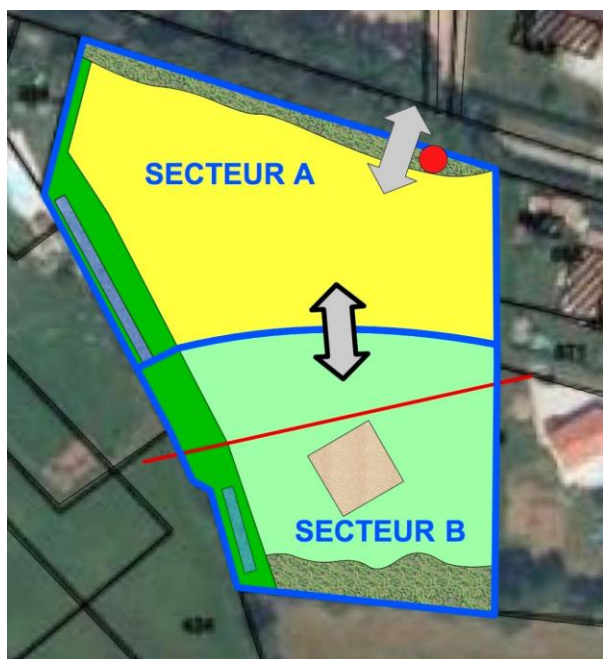
L'évolution de l'OAP (aménagement dans un premier temps de la moitié de la surface, préservation des haies et alignements d'arbres, intégration paysagère du projet, etc) permettent de répondre plus exactement aux enjeux du PADD.



La zone AU, même si elle est implantée dans la continuité de l'espace urbanisé du village, s'inscrit dans la trame bocagère du territoire. La nouvelle Orientation d'Aménagement et de Programmation prend en compte ce point qui est absent de l'OAP actuelle de deux manière en particulier :

D'une part en demandant la préservation des linéaires de haies présents sur les trois limites (Nord, Ouest et Sud) avec les espaces naturels et agricoles.



Ce qui est traduit dans le schéma de l'OAP ainsi :



-  **Espaces arborés à éclaircir et préserver**
-  **Espace végétalisé collectif obligatoire**

D'autre part, en prévoyant que :

« Les clôtures en limite des espaces collectifs seront obligatoirement constituées d'une haie. Celle-ci ne pourra être monospécifique et sera composée d'espèces locales et rustiques ».

Ce qui permettra d'assurer une continuité végétale le long de la voirie interne du futur aménagement.

En limite séparative des parcelles, il est simplement recommandé une haie afin de tenir compte de la densification demandée qui peut amener à des parcelles relativement petites.

Changements de destination

Les changements de destination ne permettront que de réhabiliter des bâtiments déjà existant est situés sur des sites déjà habités, Il s ne devraient pas avoir d'incidence notable sur la trame verte et bleue.

A l'inverse on peut noter que la modification prévoit la suppression de possibilité de changement de destination pour l'ensemble bâti situé au lieu-dit « Le Moulin » qui se trouve le long du Renon à l'Est du village en contrebas de la RD67, prenant en compte son positionnement dans la vallée du Renon qui constitue, en dehors des étangs, l'élément fort de la trame bleue sur l territoire de la commune.

Modification du règlement :

Les modifications du règlement prévues n'auront pas d'incidence sur la trame verte et bleue.

L'incidence de la modification sur la trame verte et bleue sera faible, voire nulle.

II.B.3. Autres sites protégés

Aucune zone protégée (arrêté préfectoral de protection biotope, parc national, réserve naturelle...) ou parc naturel régional ne concerne la commune.

II.C. INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS ET AGRICOLES

Ouverture à l'urbanisation de la zone AU

Le principal point de la procédure susceptible d'impacter la consommation d'espace est l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU. Toutefois, l'évolution de l'OAP prévoit :

- Une densité de 13 logements par hectare (conformité SCoT) au lieu de 15 logements par hectare ;
- L'aménagement en deux phases (A puis B) afin de maîtriser le rythme de développement.

La zone AU était déjà ouverte à l'urbanisation dans le cadre du PLU actuel. La modification ne modifie donc pas l'incidence du PLU sur la consommation de l'espace.

Changements de destination

Les changements de destination ne permettront que de réhabiliter des bâtiments déjà existant est situés sur des sites déjà habités,

Ils sont donc susceptibles de permettre la création de logement, mais sans consommation d'espace supplémentaire, donc sans incidences sur la consommation de l'espace.

Modification du règlement :

La modification du règlement qui aura une incidence légère sur la consommation de l'espace est celle qui aligne le texte sur les possibilités d'extension et annexes des habitations existantes en zone A sur le texte correspondant à la doctrine de la CDPENAF. Le texte du PLU actuel est effectivement plus « dur » que celui de la CDPENAF.

Ainsi l'extension des habitations existantes pourra aller jusqu'à 50% de la surface de plancher existante au lieu de 33%, l'emprise totale des annexes admises pourra être de 50 m² au lieu de 20 m². Et celles-ci pourront se situer à 30 mètres de l'habitation existante au lieu de 20 m.

On voit que ces évolutions restent très limitées et concerne des sites déjà habités. L'incidence sur la consommation d'espace ne sera donc pas notable.

L'incidence de la modification sur la consommation d'espaces restera très faible : d'une part au vu de la nature des milieux concernés et des surfaces concernées.

II.D. INCIDENCES SUR LES ZONES HUMIDES

Définition : Les zones humides sont des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ». (Art. L.211-1 du code de l'environnement).

Deux critères pour définir une zone humide :

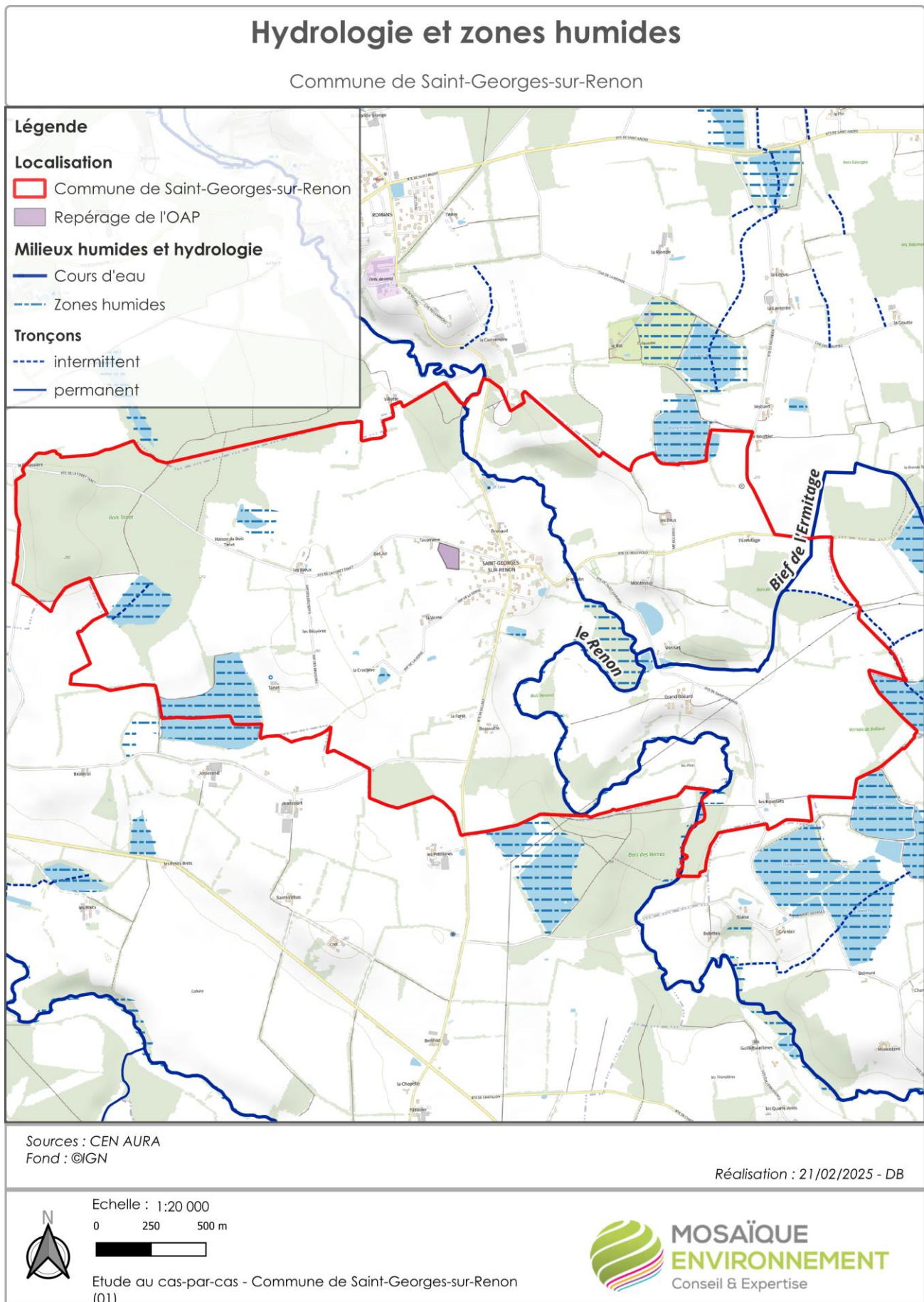
- Présence de sols hydromorphes cf. schéma ci-après ;
- Et/ou de végétation liée aux zones humides.

La trame bleue communale est composée d'un cours d'eau qui le traverse du Nord au Sud (le Renon) et de zones humides.

D'après le règlement du PLU, dans les zones humides repérées au document graphique en indice Nh, les occupations et utilisations du sol ci-après sont autorisées, à condition qu'elles préservent ou restaurent le caractère de zone humide (au sens des articles L.211-1 et R.211-108 du code de l'environnement) :

- Les activités agricoles et forestières ;
- Les clôtures sans soubassement en respectant des prescriptions favorisant la circulation de la faune inféodée à l'espace de fonctionnalité et à la zone humide ;
- Les travaux d'entretien des voies, chemins, fossés et réseaux divers existants (aérien et souterrain) dans le respect de leurs caractéristiques actuelles ;
- La réalisation d'équipements légers sans soubassement à vocation pédagogique et/ou de conservation des habitats et des espèces sauvages.

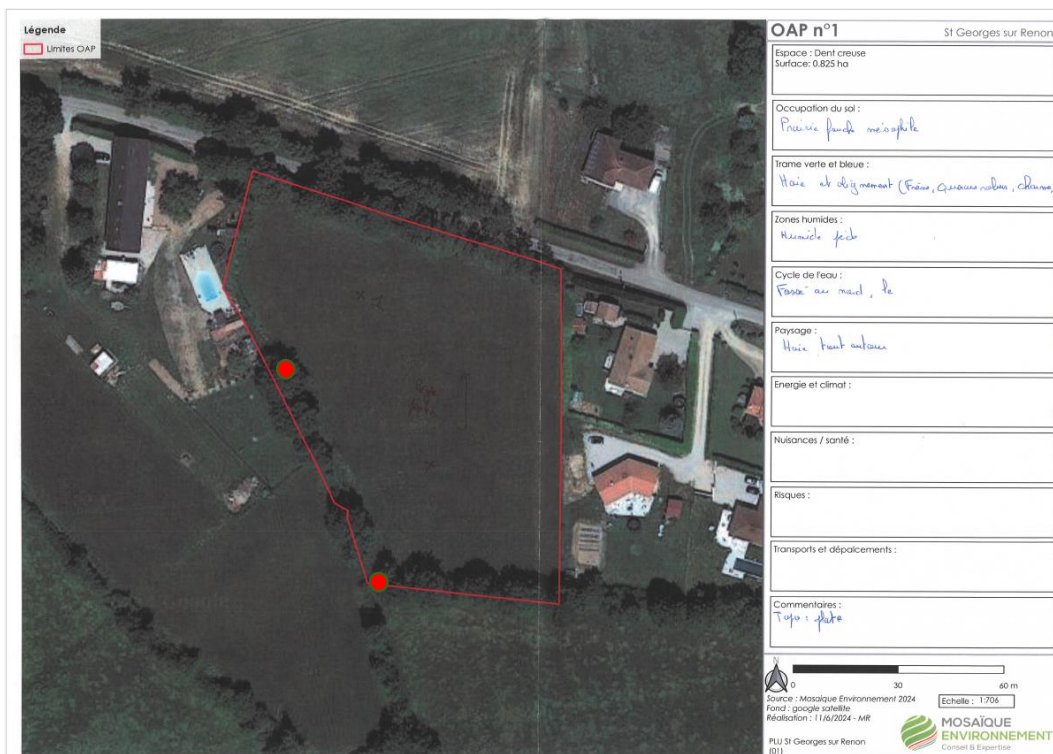
Les modifications prévues ne sont pas incluses dans le périmètre des grandes zones humides repérées sur le territoire de la commune (inventaire départemental).



Carte 6 : Hydrologie et zones humides

Ouverture à l'urbanisation de la zone AU

La zone AU, l'OAP fait l'objet d'une évolution, a toutefois fait l'objet d'une prospection de terrain en juin 2024.



Même si la végétation n'est pas apparue caractéristique des zones humides, les essais à la tarière (les deux points rouges) ont montré que l'on répondait à la définition pédologique des zones humides. Ce constat n'est pas vraiment étonnant dans une région comme la Dombes.

Le secteur le plus humide est apparu être la limite Ouest où l'on trouve un fossé dont la pente descend vers le Sud et rejoint un système de fossé de récupération des eaux pluviales le long des voies.

Afin de réduire l'incidence du projet sur l'aménagement et de permettre aussi la compensation, la nouvelle Orientation d'Aménagement et de Programmation de la zone AU prévoit de garder un espace collectif végétalisé à l'Ouest de la zone afin de préserver ces secteurs de fossé existant sur le tènement.



L'OAP indique :

« Le projet prendra en compte la présence de secteurs humides en frontière Ouest de la zone :

Ce secteur sera inclus dans un espace collectif,

Le fossé existant devra être aménagé et pourra servir à l'infiltration et la rétention des eaux pluviales,

Il sera entièrement végétalisé à l'exception des cheminements éventuellement nécessaires pour l'entretien du fossé réaménagé et de la végétation, Les cheminements éventuellement à créer ne peuvent pas être revêtus de matériaux imperméables. Un accès devra être prévu depuis la route de la Forêt de Tanet. »

Changements de destination

Les changements de destination ne permettront que de réhabiliter des bâtiments déjà existant est situés sur des sites déjà habités,

Ils sont donc susceptibles de permettre la création de logement, mais sans aménagement nouveau sur des terrains naturels. Ils n'auront donc pas d'incidences sur les zones humides.

Modification du règlement :

La modification du règlement qui est susceptible d'avoir une incidence légère sur les zones humides est celle qui aligne le texte sur les possibilités d'extension et annexes des habitations existantes en zone A sur le texte correspondant à la doctrine de la CDPENAF. Le texte du PLU actuel est effectivement plus « dur » que celui de la CDPENAF.

Ainsi l'extension des habitations existantes pourra aller jusqu'à 50% de la surface de plancher existante au lieu de 33%, l'emprise totale des annexes admises pourra être de 50 m² au lieu de 20 m². Et celles-ci pourront se situer à 30 mètres de l'habitation existante au lieu de 20 m.

On voit que ces évolutions restent très limitées en surface puisque entre l'extension de l'existant et la création d'annexes on ne pourra jamais dépasser un impact sur une surface de plus de 150 m².....

La modification du PLU n'aura donc pas d'incidences sur les grands secteurs de zones humides repérées dans le cadre de l'inventaire départemental de l'Ain. Toutefois, la zone AU prend en compte dans son OAP des mesures pour réduire son incidence sur le secteur le plus humide du tènement et le garder dans un espace collectif afin de pouvoir le mettre en valeur.

II.E. INCIDENCES SUR L'EAU POTABLE, L'EAU PLUVIALES ET L'ASSAINISSEMENT

II.E.1. Les incidences de la modification du PLU sur la ressource en eau

La distribution de l'eau potable est gérée par le Syndicat eau potable Bresse Dombes Saône (service Renon Chalaronne).

Trois puits de captage se trouvent sur la commune de La-Chapelle-du-Chatelard.

Le service dessert environ 5000 abonnés. Le volume prélevé en 2022 a été d'environ 400 000 m³ en baisse d'environ 100 000 m³ par rapport aux années 2017/2020 au cours desquelles le syndicat a vendu de l'eau au SEP Dombes Saône pour alimentation de Villars-les-Dombes. Les réserves de capacité sont donc importantes.

Ouverture à l'urbanisation de la zone AU

Le réseau est existant au droit du terrain par une canalisation Ø125 sous le chemin de la forêt Tanet.



Par ailleurs, on notera que pour limiter la pression sur l'eau potable distribuée, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation prévoit que ;

« Pour tout logement il sera prévu une cuve pour la récupération des eaux pluviales d'un volume minimum de 3 m³ avec un stockage d'eau d'un volume minimum de 1,5 m³. »

Changements de destination

Les changements de destination ne permettront que de réhabiliter des bâtiments déjà existant est situés sur des sites déjà habités,

Ils sont susceptibles de permettre la création de logement, mais cela restera dans des proportions limitées puisque 11 sites seulement sont repérés et que pour beaucoup la réhabilitation pourrait être liée à l'amélioration du logement existant plutôt qu'à la création de logement.

En tout état de cause, au regard des réserves de capacité, les quelques logements qui pourraient être créés n'auront pas d'incidence notable sur l'eau potable.

Modification du règlement :

Les modifications du règlement ne sont pas susceptibles d'avoir d'incidences sur ce point.

Au regard des réserves de capacité, les modifications du règlement ne sont pas susceptibles d'avoir d'incidence sur la gestion de l'eau potable.

II.E.2. Les incidences de la modification du PLU sur la gestion des eaux pluviales

Ouverture à l'urbanisation de la zone AU

La nouvelle Orientation d'Aménagement et de Programmation traite spécifiquement de cette question qui est absente de l'OAP actuelle du PLU.

D'une part, elle pose le principe de la gestion par infiltration et elle prend en compte la nécessité de rétention en cas de pluie forte :

« Eaux pluviales : L'opération doit gérer les eaux de ruissellement par infiltration (...) et, si nécessaire par rétention avec rejet limité dans les fossés existants à l'Ouest et au Nord. »

Elle demande aussi le réaménagement du fossé situé à l'Ouest du terrain et qui devra rester dans un espace collectif végétalisé.

Changements de destination

Les changements de destination ne permettront que de réhabiliter des bâtiments déjà existant est situés sur des sites déjà habités,

La réhabilitation de bâtiments déjà couvert de toiture ne modifiera pas la gestion des eaux pluviales sur les sites concernés par les changements de destination.

Modification du règlement :

La modification du règlement qui est susceptible d'avoir une incidence légère sur les zones humides est celle qui aligne le texte sur les possibilités d'extension et annexes des habitations existantes en zone A sur le texte correspondant à la doctrine de la CDPENAF. Le texte du PLU actuel est effectivement plus « dur » que celui de la CDPENAF.

Ainsi l'extension des habitations existantes pourra aller jusqu'à 50% de la surface de plancher existante au lieu de 33%, l'emprise totale des annexes admises pourra être de 50 m² au lieu de 20 m². Et celles-ci pourront se situer à 30 mètres de l'habitation existante au lieu de 20 m.

On voit que ces évolutions restent très limitées en surface puisqu'entre l'extension de l'existant et la création d'annexes on ne pourra jamais dépasser un impact sur une surface de plus de 150 m²... De plus ces évolutions se font dans le cadre d'habitat dispersé en zone agricole c'est-à-dire au milieu de grandes zones non imperméabilisées.

La présente modification n'entraîne donc pas d'incidences notables sur la gestion des eaux pluviales et, surtout, par l'évolution de l'OAP de la zone AU permettra de mieux encadrer la gestion de celles-ci dans cette zone.

II.E.3. Les incidences de la modification du PLU sur l'assainissement

Le réseau collectif d'assainissement d'eaux usées est géré par la commune qui entretient la STEP.

Le réseau d'assainissement collectif dessert la dernière maison au Nord-Est de la zone AU le long du chemin de la forêt Tanet. Même si le terrain se trouve formellement dans la zone d'assainissement non collectif du zonage d'assainissement, une extension d'une vingtaine de mètres est prévue et sera prise en charge par la commune.

La station d'épuration est de type « filtre planté » (roseaux) a une capacité nominale de 180 eq.hab. Un rapport de visite avec analyse du SATESE, datant de septembre 2023 indique :

« Les performances épuratoires de cette unité demeurent très satisfaisantes ».

De plus, elle conserve des réserves de capacité. Les derniers indicateurs donnent environ 150 habitants desservis.

Ouverture à l'urbanisation de la zone AU

Le réseau d'assainissement collectif dessert la dernière maison au Nord-Est de la zone AU le long du chemin de la forêt Tanet. Même si le terrain se trouve formellement dans la zone d'assainissement non collectif du zonage d'assainissement, une extension d'une vingtaine de mètres est prévue et sera prise en charge par la commune.

Le nombre de logements à créer dans le cadre de la zone AU, est de 11 à réaliser en deux tranches.

En 2021 la taille des ménages était de l'ordre de 2.6. 11 résidences principales supplémentaires représenteraient donc environ 28 habitants supplémentaires à desservir ce qui est compatible avec la capacité résiduelle de la station d'épuration.

Changements de destination

Les changements de destination peuvent entraîner la création de nouveaux logements. Toutefois, ceux-ci seront en dehors de la zone d'assainissement collectif du zonage d'assainissement. Ils relèveront donc de la mise en œuvre de système d'assainissement non collectifs qui devront respecter les contraintes du SPANC.

Modification du règlement :

Les modifications du règlement n'ont pas d'incidences sur l'assainissement eaux usées.

Au regard des réserves de capacité de la station d'épuration et de l'encadrement existant au niveau de l'assainissement autonome, les modifications du règlement ne sont pas susceptibles d'avoir d'incidence notable sur la gestion de l'assainissement des eaux usées.

II.F. INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE BATI

La commune de Saint-Georges-sur-Renon n'est concernée par aucun monument historique, site classé ou inscrit et le PLU actuel ne recense pas d'éléments repérés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme. Toutefois, les évolutions de la modification traitent de cette thématique à divers titres.

Ouverture à l'urbanisation de la zone AU

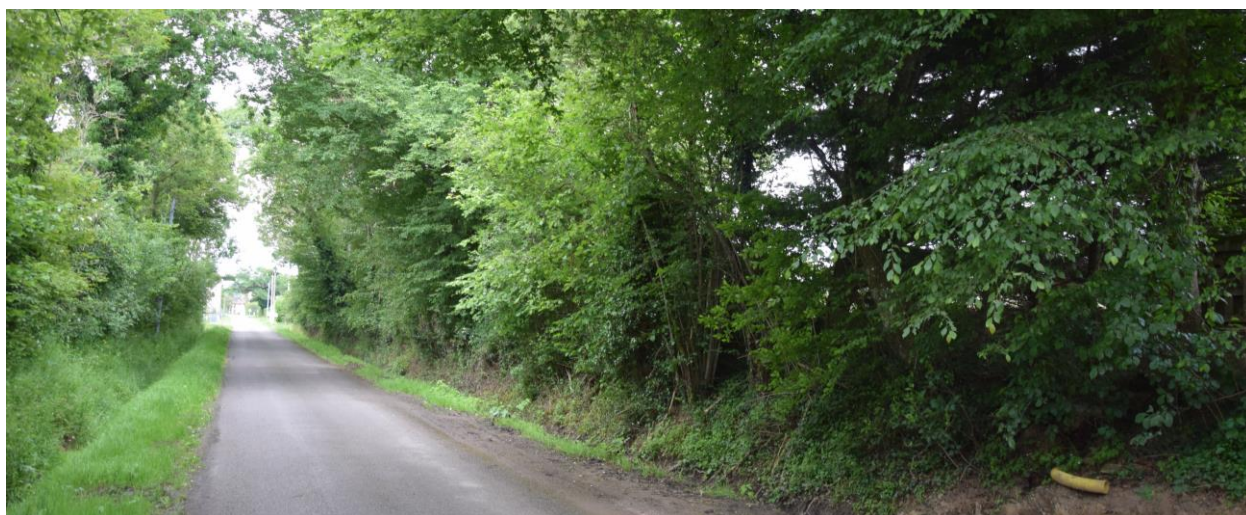
La nouvelle Orientation d'Aménagement et de Programmation pose le principe d'une harmonisation des constructions à venir en indiquant :

« L'opération devra présenter une harmonie au niveau des maisons.

Un nuancier limité pour les enduits de façade sera établi dans le cadre d'un cahier des charges de l'opération pour le secteur A. Le secteur B devra reprendre ce même nuancier.

Pour les toitures, le cahier des charges de l'opération indiquera un seul type de tuiles qui sera obligatoire au niveau de la forme et de la couleur (rouge). »

Au niveau du paysage, l'OAP prévoit aussi de préserver les grands alignements végétaux existant sur le site qu'il s'agisse de la haie existante le long du chemin de la forêt de Tanet ou des haies en limite séparative à l'Ouest et au Sud du tènement.



Haie le long du chemin de la forêt de Tanet



Haie le long de la limite Ouest

Changements de destination

Les changements de destination ont pour but de permettre de conserver un patrimoine architectural rural qui sans être exceptionnel n'en constitue pas moins des éléments de paysage identitaire pour la commune.

Ainsi plutôt que de voir certains anciens bâtiments d'activités qui n'ont plus d'usage agricole tomber en ruine, la désignation au titre du changement de destination doit permettre de les conserver dans le paysage. En ce sens l'incidence de la modification peut être considérée comme positive.

Modification du règlement :

Les modifications du règlement ont plutôt des incidences positives car elles traitent de certains points concernant l'aspect des constructions afin de mieux encadrer les permis de construire.

Globalement la présente modification est plutôt porteuse d'un meilleur encadrement des règles pour les constructions au niveau de l'OAP de la zone AU, mais aussi au niveau du règlement. Son incidence sur le paysage et le patrimoine bâti sera donc plutôt positive.

II.G.INCIDENTS SUR LES DÉCHETS, LES RISQUES ET LES NUISANCES

Concernant les risques naturels, la commune n'a jamais fait l'objet d'arrêtés de catastrophe naturelle.

La commune est concernée par des phénomènes d'inondations par remontées de nappes, des risques de retrait gonflement des argiles (modéré) et des risques de pollution des sols.

- ⇒ La carte des aléas inondation montre que l'OAP n'est pas située dans une zone à aléa ;
- ⇒ La carte des risques de retrait et gonflement des argiles montre que l'OAP est située dans un risque faible ;

Aucune cavité souterraine non minière et aucun événement de mouvement ne sont répertoriés à proximité de l'OAP.

Le risque radon est considéré comme faible.

Concernant les risques technologiques, le territoire ne compte aucune installation classée. Un seul site est inscrit BASIAS « Cafetier, forge, mécanicien avec poste de distribution d'essence ».

Ouverture à l'urbanisation de la zone AU

La zone AU n'est pas vraiment concernée par la question des risques et des nuisances. Toutefois, elle est survolée par une ligne haute tension. L'Orientation d'Aménagement et de Programmation prévoit :

« La ligne haute tension sera enterrée au moment de l'aménagement du secteur B. L'aménagement sera conçu pour que ce réseau enterré soit pour sa plus grande partie sous des espaces collectifs. »

Au niveau des déchets, la nouvelle OAP prévoit :

« Déchets : A l'entrée de l'opération sur le chemin de la forêt de Tanet, l'aménagement prévoira un espace de stockage des containers des déchets. Cet espace doit être de taille suffisante au regard du nombre d'habitants de l'opération et dimensionné pour une collecte par semaine. »

Ce point est aussi indiqué sur le schéma de l'OAP

Changements de destination

Les changements de destination n'ont pas d'incidence sur ces thèmes.

Modification du règlement :

Les modifications du règlement n'ont pas d'incidences sur ces thèmes


Les évolutions apportées par la modification n'accentueront pas les niveaux de risques sur la commune.


Risques liés aux remontées de nappes

Commune de Saint-Georges-sur-Renon

Légende


Localisation


 Commune de Saint-Georges-sur-Renon


 Repérage de l'OAP

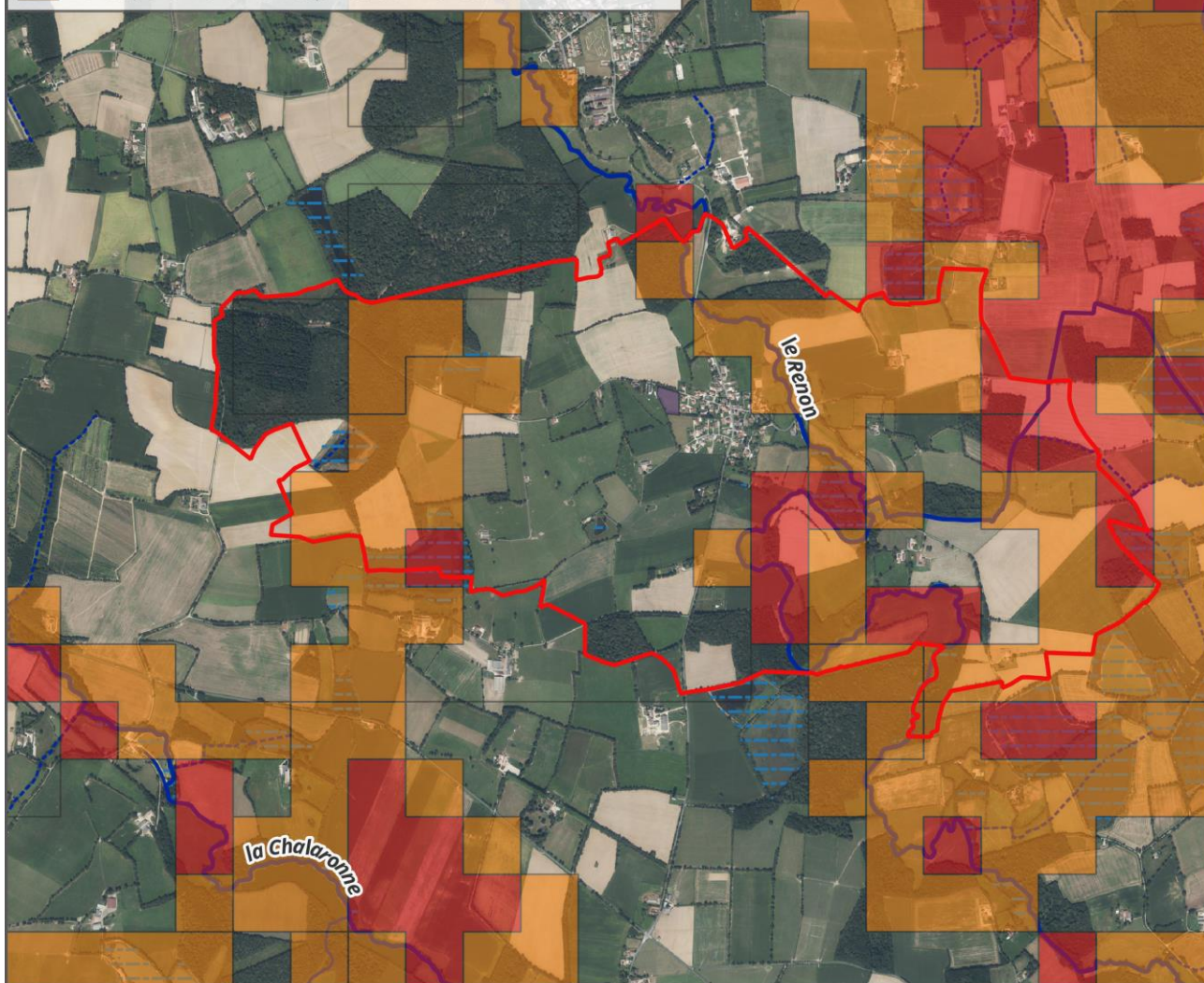
Milieux humides et hydrologie

Risques liés aux remontées de nappes

 Pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave

 Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe

 Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave



Sources
Fond : ©IGN

Réalisation : 21/02/2025 - DB

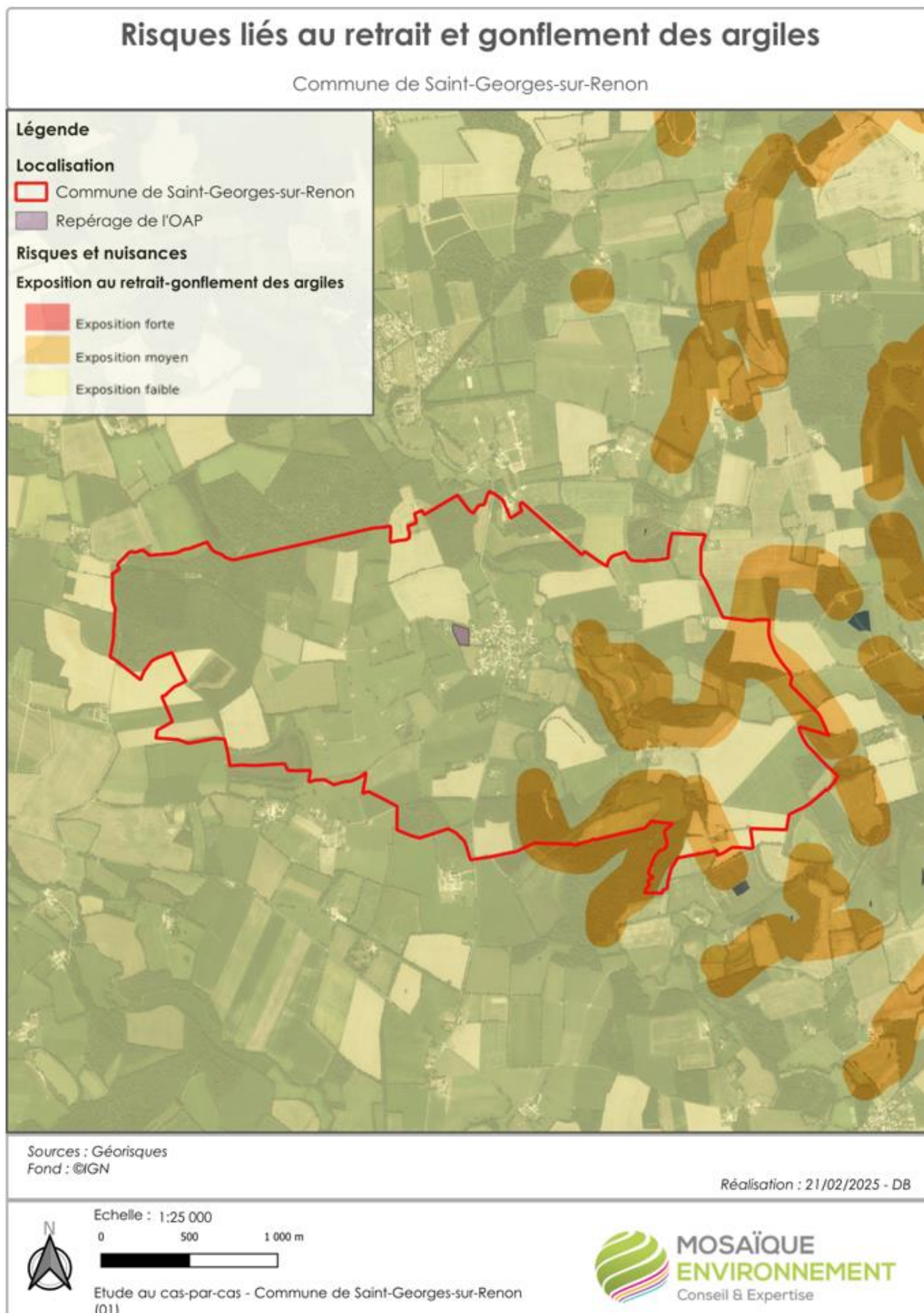


Echelle : 1:25 000

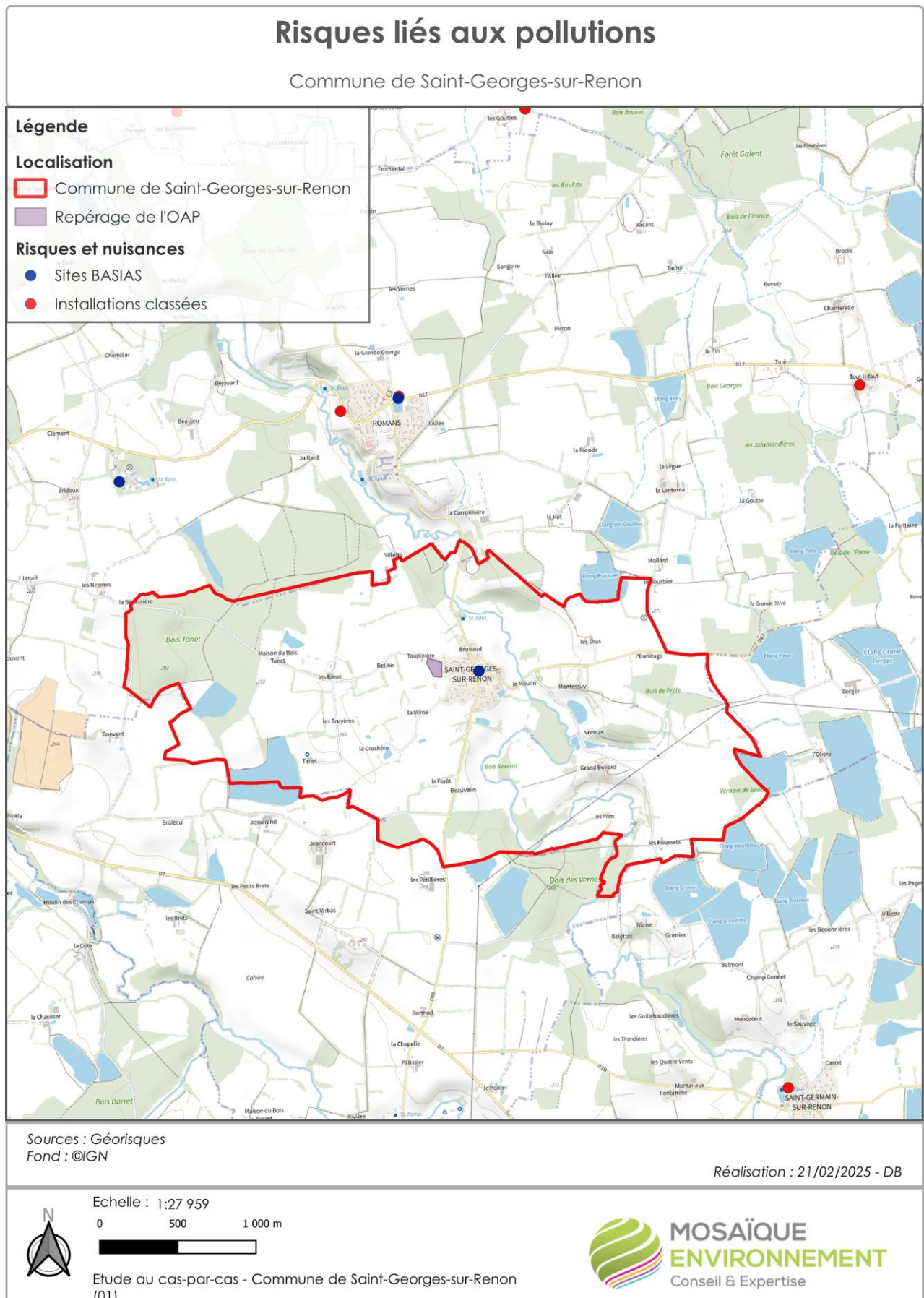
0 500 1 000 m

Etude au cas-par-cas - Commune de Saint-Georges-sur-Renon
(01)

Carte 7 : Carte des risques liés aux remontées de nappes



Carte 8 : Carte des risques liés au retrait et gonflement des argiles



Carte 9 : Carte des risques technologiques

II.H. INCIDENCES SUR L'AIR, L'ÉNERGIE ET LE CLIMAT

II.H.1. Qualité de l'air

La commune de Saint-Georges-sur-Renon ne se situe pas en zone sensible vis-à-vis des polluants atmosphériques (sources : ATMO).

La création de 11 logements permise par la modification ne devrait pas générer d'émissions supplémentaires significatives de polluants liées à la circulation des véhicules.

II.H.2. Énergie et climat

La modification de l'OAP qui prévoyait déjà la construction de logements n'aura pas d'incidence sur l'effet d'îlot de chaleur urbain ou sur la consommation d'énergie.

La modification n'aura pas d'incidences sur l'énergie et le climat.



Chapitre III.

Conclusion sur l'auto-évaluation



À l'aune des développements précédents, eu égard à la nature des secteurs concernés par la modification et aux évolutions apportées au PLU qui permettent, entre autres de prendre en compte dans la nouvelle OAP les questions environnementales qui sont absentes de l'OAP actuelle, **il n'est pas attendu d'incidences notables significatives sur l'environnement sous réserve de la bonne mise en œuvre des mesures définies.** De fait, la réalisation d'une évaluation environnementale systématique n'apparaît pas nécessaire.